

«Il faudrait pour le bonheur des États que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

## SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

# Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

12<sup>e</sup> partie

«Le Président Chadli Bendjedid a été profondément choqué par les événements d'Octobre 1988 proprement dits. Il en était au début de la prise de conscience d'une dure réalité qu'il n'avait pas osé regarder en face jusque-là.»

Entretien réalisé par Chafik Mesbah

**Mohamed Chafik Mesbah :** De manière beaucoup plus concrète, ces pays émergents qui consomment goulûment l'énergie ne vont-ils pas accélérer cette fin annoncée du pétrole ?

**Sid-Ahmed Ghazali :** C'est un point capital pour la période transitoire des deux ou trois prochaines décennies. Il y a dix ans de cela, la consommation d'un Nord-Américain était cinquante fois celle d'un Chinois ou d'un Indien. Actuellement, l'Inde et la Chine à eux deux qui totalisent pas loin de la moitié de la population mondiale et qui se développent à un taux de croissance qui frôle les 10% pour la Chine consomment et vont consommer de plus en plus d'énergie. Imaginez que dans quinze à vingt ans la consommation per capita chinoise et indienne ne soit plus que la dixième de celle des États-Unis au lieu du cinquantième, cela voudra dire que dans vingt ans la demande de trois milliards d'habitants sera multipliée par cinq ! Certes, toute cette demande ne sera pas satisfaite à partir du seul pétrole. Néanmoins le poids de la demande de ces deux pays sur le marché va être tel qu'une menace de pénurie de pétrole est d'ores et déjà envisageable. Malgré les économies de consommation ou la découverte de nouveaux gisements, le risque est très réel.

Cette perspective à elle seule explique ce qui se déroule au Moyen-Orient. Les Américains ne sont pas allés en Irak pour «faire une croisade» comme l'a dit le Président américain ou pour instaurer la démocratie, ils se préparent dès maintenant à la pénurie de demain de manière à s'en réserver les principales clés de répartition. En pleine période des préparatifs guerriers suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, Richard Nixon, président en retraite, déclarait sans ambages : «Si nos troupes sont au Golfe, ce n'est pas pour libérer un pays démocratique car le Koweït n'est pas un modèle de démocratie. Ce n'est pas non plus pour mettre fin à la dictature en Irak, car avec la profusion de dictatures dans le monde, on n'arrêterait pas de faire la guerre... Si nous sommes là-bas c'est pour préserver nos intérêts vitaux.» On ne peut pas trouver de voix plus autorisée pour identifier le facteur déterminant de toute démarche US au Moyen-Orient : le contrôle des trois premières réserves d'hydrocarbures : les réserves saoudiennes, suivent tout près et même plus d'après d'autres, les réserves de l'Irak et, assez loin derrière, l'Iran.

**Pourquoi, les Américains auraient-ils mis tout ce temps avant de s'installer, physiquement, au Moyen-Orient ?**

Sur le plan pétrolier, les intérêts américains étaient déjà basés sur la péninsule arabique depuis la Seconde Guerre mondiale. Abdelaziz Al Saoud, souverain fondateur en 1932 du royaume auquel il a donné le nom de sa dynastie, d'où l'éponyme Assaoudya, avait rallié le Royaume-Uni et les États-Unis vers la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais c'est en 1945, lors de sa rencontre avec Franklin D. Roosevelt à bord du navire qui ramenait celui-ci de Yalta, que fut scellée au large de Djeddah l'alliance stratégique avec les États-Unis.

La présence militaire américaine, positionnée à proximité, essentiellement dans le Golfe et en Méditerranée orientale, n'était que l'un des trois fondements de la

structure sécuritaire américaine dans la région. Le deuxième fondement était l'équilibre entre l'Iran et l'Irak aux fins de la neutralisation mutuelle entre les héritiers des puissances historiques perse et babylonienne. Le troisième pilier est la suprématie militaire absolue d'Israël dans son rôle de gendarme dans la région. De surcroît, l'activation permanente du foyer de tension palestinien et donc de la menace israélienne est censée pérenniser en même temps le besoin des régimes arabes en protection américaine obligée.

S'agissant de l'Iran et de l'Irak, tant que les deux régimes figuraient parmi les partenaires amicaux des États-Unis, la neutralisation mutuelle se faisait sur la base d'un équilibre vers le haut : en armant également les deux régimes, on consolidait d'autant la capacité de chacun de dissuader les visées de l'autre sur la péninsule. Dès que l'instauration de la République islamique a fait de l'Iran une partie hostile aux États-Unis, la neutralisation mutuelle — «dual containment» — devait alors se continuer mais par un nivellement vers le bas, c'est-à-dire par l'affaiblissement des deux pays. De la guerre Iran-Irak qui a suivi immédiatement l'instauration de la République islamique, Henry Kissinger a dit sans ambages, qu'il «devait en sortir deux vaincus». Aussi l'Administration américaine s'est-elle arrangée pour gérer les équilibres au fil des développements de la guerre en soutenant alternativement l'un ou l'autre des belligérants, selon l'évolution du rapport des forces qui étaient en guerre. Elle a soutenu d'abord l'Irak et quand au bout de quatre années le rapport des forces tournait à la faveur de l'Irak, c'est à l'Irak qu'est allé le soutien militaire américain via Israël. L'affaire de «l'Iran Gate» vient de là.

La guerre et sa prolongation ne donnaient aucun souci sur le plan pétrolier puisqu'à partir du milieu de la décennie 1980, le rapport offre/demande grâce à la forte montée en cadence de la production saoudienne était maîtrisé à un point tel que les prix sont descendus jusqu'à 11 dollars américain le baril. Et il n'y avait pas de souci non plus du côté de la fiabilité politique de la péninsule.

Tant que la guerre se prolongeait par les moyens conventionnels, les États-Unis se suffisaient des «coups de pouce» correcteurs pour maîtriser les équilibres. Mais à partir du moment où le développement par l'Irak des armes chimiques «bombe atomique des pauvres», un développement initié pourtant par les États-Unis et le Royaume-Uni, est venu à la fois défier le principe de la suprématie militaire israélienne et créer un déséquilibre durable entre l'Iran et l'Irak, les stratégies américaines en sont arrivées dès 1987 à la disqualification des coups de pouce à la marge et, partant, à la conclusion que l'intervention militaire américaine directe était seule à même de prévenir une évolution irréversible du rapport des forces Iran-Irak. Restait à trouver les motifs propres à convaincre l'opinion américaine de la légitimité d'un envoi de troupes dans la région. Une campagne diplomatique et médiatique intense fut menée entre 1987 et 1990 pour construire l'image d'un Irak apparaissant crescendo comme le danger public numéro un pour la planète.

Le régime irakien a beaucoup fait pour aider dans ce sens, à l'instar de l'utilisation de l'arme chimique en pays kurde, des discours enflammés promettant que «Les



Sid Ahmed Ghazali saluant le président Chadli Bendjedid.  
«Une solitude morale qui date de 1988.»

ingénieurs irakiens ont mis au point une arme chimique capable de rayer Israël de la carte en quelques minutes», ou des discours belliqueux à l'adresse du Koweït sans oublier les triomphants lancements de fusées. Au sommet de la Ligue arabe convoqué par l'Irak le 20 mai à Bagdad et en la présence de la quasi-totalité des chefs d'État, Saddam Hussein, président la séance, a apostrophé solennellement l'Emir Jaber du Koweït, lui promettant ouvertement la guerre. «Est légitime toute guerre qui répond à une agression, que celle-ci soit militaire ou économique», a-t-il lancé à la face de son homologue koweïtien, pour ajouter en pointant le doigt sur le même : «Je déclare ici que le Koweït a agressé économiquement l'Irak !» Cette déclaration de guerre a été prononcée sous les feux des projecteurs et des caméras TV un 21 mai 1990 parmi vingt chefs d'État et leurs délégations, soit deux mois et douze jours avant l'invasion du Koweït.

Les responsables américains, qui ont fait mine de se montrer pris de court par ladite invasion, ne pouvaient pas avoir ignoré cette déclaration de guerre, pas plus que ne pouvait échapper à leurs satellites le vaste déploiement vers le sud de 300 000 hommes de troupes à travers le territoire irakien. En envahissant le Koweït, le régime irakien a fait ce qui était attendu de lui pour que les troupes américaines s'installent sur le sol de la péninsule pour longtemps en attendant de fouler, le moment voulu, le sol des gisements irakiens.

**Comment, de manière concrète, s'est déroulé votre rappel à Alger pour rejoindre le gouvernement formé par Kasdi Merbah ? A ce propos, dites-nous quels souvenirs gardez-vous de feu Kasdi Merbah ? Quelle appréciation pourriez-vous porter, postmortem, sur sa personnalité ?**

Craignant Celui qui nous jugera tous un jour, je ne porterais aucune appréciation sur la personne. Quel titre aurais-je d'ailleurs à le faire en me mettant soudain dans la posture d'un juge, fût-ce un juge bienveillant ? Je suis devant vous en acteur-témoin de faits vécus et répondrai donc aux questions qui m'interpellent en tant que tel.

Résumée, ma relation personnelle avec feu Kasdi Merbah a été de toujours correcte, honnête et jamais inamicale. Il nous est advenu de coopérer entre secteurs quand j'étais à l'Energie. Ses services ont eu un rôle dans certaines phases de nos

négociations avec les Français. D'un autre côté, notre collaboration directe de quelque huit mois a été très difficile, en raison de facteurs que je sais indépendants de la volonté de chacun de nous deux.

En effet, au lendemain d'octobre 1988, j'étais à mille lieues de penser que j'allais être pressenti à nouveau pour la fonction ministérielle et encore plus loin d'envisager un retour au gouvernement, et ce, pour des raisons tant privées que politiques. Témoin, la suite que j'avais donnée à une démarche datant de deux années auparavant aux fins de sonder mon sentiment sur l'idée d'un retour à la fonction : «Pour accepter d'assumer la responsabilité dans les conditions présentes, avais-je répondu, il faut être ou fou, ou totalement inconscient de la réalité. J'ai tous mes esprits et je n'ignore rien de la situation calamiteuse qui se profile.» Tel était mon état d'esprit à l'époque. C'est ainsi que j'ai commencé par décliner par deux fois son invitation à rentrer dans son gouvernement.

Les faits sont que Kasdi Merbah et moi-même, on nous a forcé la main à tous les deux, moi pour revenir au gouvernement et lui pour m'y réserver le poste des Finances. Pourquoi nous sommes-nous laissés avoir tous les deux et fini par céder à la pression, lui pour me pressentir, moi pour accepter ? Probablement une crainte partagée d'avoir manqué au pays dans une situation dramatique. De toute manière, ce point de départ allait peser sur notre collaboration, d'autant que s'y ajoutaient d'autres facteurs aggravants. Déjà, le fait d'être imposé à quelqu'un vous marque à ses yeux, au mieux comme une taupe placée en observation, au pire comme un rival positionné à l'affût. Je ne suis ni l'un ni l'autre ; cela ne pouvait lui suffire pour se convaincre de ma loyauté de principe à son égard. Les coups tordus, qui ne tardèrent pas à fuser d'en haut sur le chef du gouvernement n'étaient pas faits pour contribuer à dégeler la méfiance qui était là dès le départ. Il est vrai que nos antécédents professionnels, lui dans la sphère de la sécurité, moi dans la sphère économique, de l'entreprise principalement, ont sollicité probablement des zones différentes de nos réflexes culturels respectifs, quant à l'approche des choses et des hommes. Chez lui, c'était plutôt de se méfier a priori et de communiquer par ordres ; chez moi, c'est plutôt de convaincre d'abord puis faire confiance, quitte à vérifier ensuite.

●●●